



COMMUNE DE ZUDAUSQUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Saint-Omer

Canton de Lumbres

Commune de Zudausques

Séance du 28 avril 2026

**Objet : Administration générale
Désignation du représentant de la
commune au CNAS**

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de votants : 14

Nombre de suffrages exprimés : 15

Vote(s) pour : 15

Vote(s) contre : 0

Monsieur le maire expose qu'il convient de procéder à la désignation d'un représentant du conseil municipal pour siéger au conseil départemental du Comité National d'Action Sociale (CNAS) des agents de la fonction publique territoriale compte tenu du fait que notre commune est adhérente à cet organisme pour faire bénéficier ses agents des actions sociales proposées par le CNAS.

Il rappelle que cette instance est paritaire et qu'il y a un représentant du personnel de la commune et un représentant élu de la commune.

Monsieur le maire propose d'y procéder par un vote soit à main levée soit à bulletin secret.

A l'unanimité, le conseil municipal décide de procéder au vote à main levée.

Monsieur le maire fait appel à candidature

Se déclare candidate : Mme Arminda Giovacchini

Il est procédé au vote dont le résultat est le suivant :

- Mme Arminda Giovacchini 15 voix pour

Aussi Armina Giovacchini est désignée déléguée du CNAS en qualité d'élue de la commune de Zudausques.

L'intéressée déclare accepter cette désignation pour toute la durée du mandat.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire de Zudausques dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Pour extrait conforme

Cachet



Le maire,
Didier Bée.

La ou le secrétaire de séance